

# L'entreprise et ses vrais ennemis

MATHIEU LAINE  
Président d'Altermind

*En ces temps agités invitant – n'est-ce pas le mérite des crises ? – à réinventer l'avenir en tirant les leçons du passé, se contenter de pointer du doigt ses adversaires traditionnels, généralement biberonnés à la rhétorique de la lutte des classes, serait, surtout dans cette revue, une échappatoire trop confortable. Mais alors qui sont les vrais ennemis de l'entreprise ?*

**P**longeons un instant dans le bain bouillonnant – et parfois glaçant – des ennemis assumés, ceux qui, dans le monde académique, ont élevé, avec plus ou moins de radicalité, l'entreprise au rang de bouc émissaire absolu.

## Une machine diabolique

Chez les universitaires, on ne pourra éviter la revue *Multitudes*, dirigée par Yann Moulier-Boutang, qui, à travers une relecture de Marx, Deleuze, Guattari et Foucault, diabolise sans relâche les socles du capitalisme. Leurs charges récurrentes contre la propriété (notamment intellectuelle) et leur filiation avec l'opéraïste italien Toni Negri, grand défenseur du revenu garanti – une sorte de salaire universel déconnecté de l'emploi (sic) – les placent sur la voie de leur maître qui affirmait encore récemment « les luttes du prolétariat constituent – au sens ontologique du terme – le moteur du développement capitaliste ». Une sorte de musée vivant du marxisme, cet « horizon indépassable de la pensée contemporaine » (Sartre).

On a également assisté ces derniers mois au retour en force médiatique du maoïste (défenseur de Pol-Pot) Alain Badiou, selon qui le goulag et la révolution culturelle ne doivent pas conduire à « jeter le bébé avec l'eau du bain » et « aujourd'hui, la démocratie n'est rien d'autre qu'un outil de propagande du capitalisme ». Savant porteur d'une rêverie millénariste où toutes les contradictions seront supprimées et où les hommes seront à la fois plus riches, travailleront moins et ne seront plus limités par la division du travail, Badiou, le chouchou des médias en pull de laine, ce marxiste pur et dur, casse du capital et de l'entreprise à longueur d'émission. En psychologie, on appelle cela une régression.

Autre exemple, moins radical mais tout aussi hostile : Michela Marzano, dans *Extension du domaine de la manipulation*<sup>1</sup>, dénonce l'hyper-individualisme d'une société aveuglée par les valeurs d'authenticité, de volontarisme et d'autonomie placées, selon elle, « au service des dividendes des actionnaires et non du bien-être des travailleurs ». Cette dénonciatrice de l'« économicisme » ambiant, est intimement convaincue que le « patronat » voue un culte secret au grand fautif universel, un certain Adam Smith. En un mot : Smith en a rêvé, les DRH l'ont fait ! Derrière l'idéologie de l'accomplissement du moi au travail, derrière ces entreprises supposées apporter liberté et épanouissement, se cacherait une machine diabolique à détruire le « sens » pour mieux contrôler nos vies. Toute ressemblance avec la théorie du profit comme produit de l'exploitation de l'homme par l'homme ne serait bien évidemment que coïncidence fortuite... Qui a lu *Les choses* (1965) de Georges Perec ou *Le système des objets* (1968) de Jean Baudrillard sait par ailleurs qu'il n'y a rien de neuf sous ce soleil hostile.

DERRIÈRE  
L'IDÉOLOGIE DE  
L'ACCOMPLISSEMENT  
DU MOI AU TRAVAIL  
SE CACHERAIT  
UNE MACHINE  
DIABOLIQUE À  
DÉTRUIRE LE  
« SENS » POUR  
MIEUX CONTRÔLER  
NOS VIES.

La crise aidant, le mythe de la décroissance heureuse est également de retour. Nos nouveaux maîtres-penseurs n'ont pas eu à chercher très loin : au début des années 1970, le fameux rapport Meadows, intitulé « Les limites de la croissance » et commandé au MIT par le non moins fameux Club de Rome, était – déjà – apocalyptique : modèle économétrique à l'appui, la croissance était, si l'on ne changeait rien, vouée à s'effondrer (avant 2010 !), la terre à être saturée de déchets, les matières premières et les ressources naturelles à disparaître et les pays pauvres à être colonisés

1. Grasset, 2008.

par les pays industrialisés qui, au passage, exporteront leur terrible virus. Le remède à ce désastre multiforme ne saurait être le progrès technique – qui peut « atténuer les symptômes d'une maladie du système, mais n'en éliminera pas la cause profonde » –, mais le « freinage radical de la croissance pour atteindre un état d'équilibre » (sic). Hervé Kempf, l'un des leaders, aujourd'hui, de la « décroissance matérielle » avec, entre autres, Paul Ariès<sup>2</sup> et Serge Latouche, plaide ainsi pour un « changement de mode de vie de la classe moyenne mondiale<sup>3</sup> ». Latouche ose même, par un audacieux clin d'œil à Hannah Arendt, affirmer que « tout capitaliste, tout financier, mais aussi tout *homo œconomicus* (et nous le sommes tous), tend à devenir un « criminel ordinaire » plus ou moins complice de la banalité économique du mal<sup>4</sup>. » Quant au très médiatique Yann Arthus-Bertrand, il explique sans nuance, à un public de plus en plus large, que « seule la décroissance sauvera la planète<sup>5</sup> ». Dans leur monde en décroissance, l'entreprise – cela ne surprendra personne – serait placée sous tutelle et contrainte de ne pas produire trop...

## Un espace d'aliénation

La critique de l'entreprise, souvent perçue comme un espace d'aliénation, a également inspiré, ces derniers temps, bon nombre de romans à succès. La crise n'a fait que renforcer un mouvement préexistant. Le prochain Houellebecq (Flammarion) renouera ainsi, sans surprise, avec l'intention sociale de *L'extension du domaine de la lutte*<sup>6</sup>, où l'on voyait deux hommes membres du « camp des vainqueurs » (et pour cause, ils gagnent « 2,5 fois le smic » !) mener leur existence « normale », obéir à leurs supérieurs hiérarchiques et, de « réunion de briefing » en « pot de départ » en passant par le « ballet » hiérarchique de l'entreprise, s'engoncer dans la médiocrité supposée du monde du travail. Qu'on en juge : « Dans nos métiers de l'ingénierie informatique, l'aspect le plus fascinant est sans doute le contact avec la clientèle ; c'est du moins ce qu'aiment à souligner les responsables de l'entreprise, autour d'un alcool de figue (j'ai plusieurs fois surpris leurs propos de piscine, lors du dernier séminaire au village-club de Kusadasi) »...

2. *No conso*, Jolias, 2006.

3. Henri Kempf, *Comment les riches détruisent la planète*, Seuil, 2007.

4. Serge Latouche, *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, 2007.

5. Voir *Le Monde* du 4 juillet 2009.

6. Éditions Maurice Nadeau, 1998.

Le cynisme d'Octave de *99 francs*<sup>7</sup>, de Frédéric Beigbeder, dénonçant le manque de considération des grandes marques pour les consommateurs et rouant de coups une retraitée américaine, fautive, à ses yeux, des supposées malfaçons des fonds de pension, a connu son heure de gloire. Il a été relayé, récemment, par Flore Vasseur qui, dans *Comment j'ai liquidé le siècle*<sup>8</sup>, croque avec acidité le monde agnostique et désincarné de la finance sans but. Toute la littérature, directement ou indirectement critique de l'entreprise, peut, cependant, ne pas être obsessionnellement à charge. Récemment, Delphine de Vigan a rencontré un succès mérité avec ses *Heures souterraines*<sup>9</sup> dans lesquelles elle décrivait le quotidien sinistre de Mathilde qui, après avoir été aidée par son patron pour dépasser le deuil de son mari, l'a vu se métamorphoser en être machiavélique faisant tout son possible pour lui nuire, allant même jusqu'à inventer qu'elle l'insulte. Cette dénonciation du harcèlement, qui écorne inévitablement l'image de l'entreprise alors qu'elle n'est que le fait d'individus condamnables, est devenue un classique des romans dits sociaux depuis l'efficace charge de Marie-France Hirigoyen contre ces odieuses pratiques<sup>10</sup>.

A minima, la floraison des « cahiers de gribouillages » à l'usage de ceux qui s'ennuient au bureau (sic), qui a prolongé l'immense réussite de *Bonjour paresse*<sup>11</sup>, comme les comédies sociales de Pierre Jolivet sur le monde des PME<sup>12</sup>, qui met en scène un héros beaucoup plus sympathique que les *très, très méchants* dirigeants des – comme par hasard – *très, très méchantes* multinationales<sup>13</sup>, mais encore la série *Caméra Café* (à qui l'on préférera la série américaine *The Office*) contribuent également, à leur façon et loin des théories, à véhiculer l'idée d'une entreprise peu humaine, peu enrichissante et peu substantielle.

À l'extrême, certains artistes vont infiniment loin et comparent l'entreprise multinationale rien moins qu'à... l'univers concentrationnaire (sic). François Emmanuel,

CERTAINS ARTISTES  
N'HÉSITENT PAS  
À COMPARER  
L'ENTREPRISE  
MULTINATIONALE  
RIEN MOINS  
QU'À... L'UNIVERS  
CONCENTRA-  
TIONNAIRE.

7. Rebaptisé *14,99 euros*, Grasset, 2000.

8. Éditions des Équateurs, 2010.

9. Lattès, 2009.

10. *Le harcèlement moral*, Syros, 1999.

11. Michalon, 2004.

12. *Ma petite entreprise*, 1999.

13. *La très très grande entreprise*, 2008.

dans *La Question humaine*<sup>14</sup>, décrit un jeune psychologue d'entreprise broyé par les motivations secrètes d'une multinationale dont l'organisation s'apparente au schéma totalitaire. Cette histoire a été portée au cinéma en 2007 par Nicolas Klotz, professeur à la Femis. Ces deux auteurs se placent dans le sillon du psychiatre Christophe Dejours selon qui Goebbels serait le meilleur praticien du management. Suicides, dépressions, stress, surmenage : ces maux dont souffriraient de plus en plus de salariés fournissent, d'après eux, la preuve que le capitalisme est le stade moderne et suprême du nazisme, l'entreprise considérant ses agents comme des êtres superflus, qu'il faut pousser au-delà de leurs limites personnelles pour maximiser leur exploitation avant de les éliminer. Ils mettent en cause avec une violence inouïe un mode d'organisation du travail qualifié de déshumanisant et invoquent le concept de banalité du mal développé par Hannah Arendt au sujet de... Eichmann. L'entreprise, continuation de l'horreur totalitaire/concentrationnaire par d'autres moyens ? Cela se passe de commentaires... À côté de ces thèses, les héros de *La firme*, cet immense succès de John Grisham dans les années 1990, ou le très caricatural Michael Moore qui explique dans son dernier film<sup>15</sup> que « l'on ne peut pas être à la fois un capitaliste et un chrétien, parce qu'on ne peut pas en même temps aimer son argent et aimer son prochain », sont des enfants de chœur aux portes du paradis.

## Marchands de peurs

Nous aimons cependant trop la liberté d'expression et les vertus de la confrontation des idées pour nous contenter, en réponse à la question posée ici (qui sont les *vrais* ennemis de l'entreprise ?), de ce patchwork académico-artistique nimbé, en grande partie, de doctrine hégéliano-marxiste. Il faut aussi affronter les hommes, femmes, organismes, institutions et pratiques qui, volontairement ou non, ne font pas le jeu de l'entreprise, la freinent dans son déploiement naturel, ternissent son image ou corrompent son devenir naturel.

Il y a, d'abord, les précautionnistes. Ces « fous de précaution », inspirés par *Le principe responsabilité* de Hans Jonas<sup>16</sup>, qui jouent sur le fait que l'homme surestime toujours de dix ou quinze fois les faibles probabilités et se muent en « marchands

14. Stock, 2000.

15. *Capitalism: A love story*.

16. 1979, Champs Essais, 2008.

de peurs » redoutables, encapsulant les entreprises dans leurs messages simplistes et effrayants. Cette nouvelle forme de populisme<sup>17</sup>, inspirée par l'ambition assumée de remettre en cause le mode de vie occidental et le progrès comme moteur du développement humain, contraint le politique à « exagérer la menace<sup>18</sup> » et place l'entreprise en situation de « présumée coupable » (le renversement de la charge de la preuve est, en ces matières, irréaliste et criminel pour l'inventivité comme pour la compétitivité du pays), quand il faudrait, dans un contexte raisonnablement normé, lui donner les moyens d'innover et de prendre des risques. On lui doit, entre autres, l'étonnant arrêt de la cour d'appel de Versailles du 4 février 2009 sur les antennes-relais (où l'angoisse du voisinage suffit à constituer un trouble justifiant leur démontage) ou une politique anti-OGM proprement démagogique qui assassine l'avenir de notre agriculture et laisse aux États-Unis et au Brésil toute latitude pour maximiser leur productivité et dominer durablement un marché qui nous tendait les bras<sup>19</sup>.

ON DOIT AUX  
PRÉCAUTIONNISTES  
UNE NOUVELLE  
FORME DE  
POPULISME QUI  
PLACE L'ENTREPRISE  
EN SITUATION  
DE « PRÉSUMÉE  
COUPABLE ».

Les régulateurs sont aussi devenus des ennemis occasionnels de l'entreprise. Ils n'avaient rien vu, et voilà qu'ils parodent à nouveau comme des sauveurs universels. Sur le plan international, les nouvelles normes régulatrices portent quasiment toutes en elles un véritable venin anti-entreprise. Solvabilité II prive les assureurs de leur capacité d'acheter de l'*equity* ; Bâle III et ses exigences démesurées de fonds propres vont limiter considérablement la capacité des banques (qui ont un rôle central dans le financement de l'économie, donc de la croissance et des emplois) à prêter aux entreprises ; et en raison du « Money Market Fund », les fonds monétaires ne pourront accueillir que de la dette *corporate* extrêmement bien notée, ce qui empêchera, de fait, de grandes entreprises industrielles de se financer sur le marché monétaire.

N'oublions pas, en outre, qui sont les vrais responsables de la crise actuelle : les politiques, d'abord américains, puis les autres, en complicité avec les banques centrales, qui ont fabriqué de toutes pièces – et avec le soutien proactif de certaines banques qui ont été sauvées in extremis (créant au passage un aléa moral particulièrement inquiétant pour l'avenir) – une immense bulle de l'endettement privé qu'ils ont

17. Gérald Bronner, *L'inquietant principe de précaution*, PUF, 2010.

18. François Ewald, *Le Monde*, 9 janvier 2010.

19. Lire sur ce sujet Jean-Philippe Feldman, *La famine menace-t-elle l'humanité ?* Coll. « Idées fausses, vraies réponses », Lattès, 2010.

ensuite, à l'occasion des plans dits de sauvetage, transformée en bulle de Damoclès de l'endettement public. L'irresponsabilité – déjà ancienne – des politiques de dépenses publiques, du réflexe « un problème, une taxe » (on le voit encore récemment avec la proposition de taxe bancaire, profondément démagogique et pesant de manière irresponsable sur la compétitivité des banques françaises) et le manque de réformes structurelles (fiscalité, droit du travail, lutte contre les rentes et les avantages illégitimes, règle budgétaire, etc.) sont, dans de nombreux pays et notamment en France, des handicaps considérables pour les entreprises qui subissent de plein fouet la crise de compétitivité actuelle.

L'INDUSTRIALISME  
DU RÉTROVISEUR DE  
CERTAINS ÉTATS, QUI  
ASPIRENT À SAUVER  
DES SECTEURS  
CONDAMNÉS QUAND  
IL FAUDRAIT  
PRIVILÉGIER LA MISE  
EN ŒUVRE D'UN  
TERREAU FAVORABLE  
À L'ÉMERGENCE  
SPONTANÉE DES  
ACCÉLÉRATEURS  
DE CROISSANCE DE  
DEMAIN, CONTRIBUE  
À FRAGILISER NOS  
ENTREPRISES.

Rappelons enfin d'autres traits de notre société en crise qui contribuent, eux aussi, à fragiliser nos entreprises : le mythe de la transparence absolue, qui finit par menacer le secret des affaires, par coûter beaucoup aux entreprises pour un gain anéanti par le « trop d'informations » et par mettre en péril les droits de propriété industrielle et intellectuelle (donc l'innovation – cf. les positions maximalistes de la Commission européenne sur l'interopérabilité en matière informatique) ; le manque de concurrence sur certains marchés : sans nier les difficultés techniques et naturelles, le marché de la production et de la distribution d'électricité, celui du transport ferroviaire comme celui de la distribution de courrier ou des moteurs de recherche sur Internet ne peuvent, dans l'intérêt des consommateurs, demeurer durablement sous l'emprise de quasi-monopoles qui, dans les premiers cas, freinent l'innovation ainsi que

notre capacité à réduire nos factures, et, dans le dernier, représentent une menace réelle pour nos vies privées comme pour le pluralisme dans la circulation de l'information ; l'industrialisme du rétroviseur de certains États qui aspirent à sauver des secteurs condamnés quand il faudrait privilégier la mise en œuvre d'un terreau favorable à l'émergence spontanée des accélérateurs de croissance de demain (sait-on, par exemple, que la Chine a dépassé les États-Unis en production de génostatisticiens de haut vol ?) ; et, pour finir, car il faut les dénoncer aussi, certaines pratiques de parachutes dorés ou de retraites-chapeaux offerts à des dirigeants d'entreprise ayant échoué (qui sont en revanche totalement légitimes pour ceux qui ont réussi !), alors qu'ils devraient, en application du sacro-saint principe de la révocabilité *ad nutum*, quitter leur poste sans la moindre indemnité.

L'entreprise, aux yeux de beaucoup, est bien devenue l'incarnation moderne du bouc émissaire que l'on sacrifiait, dans les religions archaïques, pour souder la communauté. Il est grand temps d'inverser cette logique, de lui rendre grâce, et, avec pédagogie et confiance, de restaurer son image, sa dignité et son avenir.